



Munich Personal RePEc Archive

A 2005 Social Accounting Matrix for D.R.Congo

Nlemfu Mukoko, Jean Blaise and Wabenga Yango, James

Faculté des Sciences Economiques, Université de Kinshasa, Groupe
de Modélisation en Equilibre Général Calculable

February 2011

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/65020/>

MPRA Paper No. 65020, posted 13 Jun 2015 06:51 UTC

Une Matrice de Comptabilité Sociale pour la R.D. Congo :

MCS-RDC2005 *

Jean Blaise Nlemfu M.

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université de Kinshasa

Février 2011

Revisé en Juin 2015

Abstract

Ce travail présente les caractéristiques de la Matrice de Comptabilité Sociale de la R.D. Congo pour l'année 2005 (MCS-RDC2005). Deux principales sources d'information ont été exploitées pour son élaboration à savoir le Tableau des Ressources et Emplois (TRE), et le Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI) tirés de comptes nationaux de 2005. La particularité de la MCS-RDC2005 est qu'elle s'appuie sur les comptes nationaux élaborés selon le Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN 1993), et donne une présentation complète des transactions et transferts qui ont eu lieu au sein de l'économie congolaise au cours de l'année 2005. Elle offre une grande flexibilité dans le niveau de désagrégation des facteurs, des secteurs institutionnels et des branches d'activité selon les préoccupations de l'étude et la disponibilité des données. Elle constitue, en outre pour la R.D.Congo, la base comptable d'un cadre analytique susceptible d'éclairer les choix des décideurs de politique économique.

JEL classification: E31, E32.

Mots clés : Matrice de Comptabilité Sociale, Tableau des Ressources et Emplois, Tableau des Comptes Economiques Intégrés

*Envoyez-nous vos commentaires et observations à jblaise.nlemfu@gmail.com

1 Introduction

La matrice de comptabilité sociale (MCS) est définie comme un outil permettant de présenter les comptes du Système de Comptabilité Nationale (SCN) sous une forme matricielle qui développe les interrelations entre le tableau des ressources et des emplois et les comptes des secteurs institutionnels (Système de Comptabilité Nationale de 1993).

En effet, le SCN consiste en un ensemble cohérent, logique et intégré de données macroéconomiques, organisées sous forme de comptes de flux, de comptes de patrimoine et de tableaux, qui s'appuie sur un ensemble de concepts, de définitions, de nomenclatures et de règles de comptabilisation approuvés au plan international. Il propose un cadre comptable complet, au sein duquel les données économiques peuvent être exploitées et présentées sous une forme qui convient aux besoins de l'analyse économique, de la prise de décisions, et de la définition des politiques (Système de Comptabilité Nationale de 1993).

Les premières matrices de comptabilité sociale de la R.D Congo remontent aux années 1980 et 1987 respectivement, et se fondent sur le Système de Comptabilité Nationale de 1968, (United Nations, Economic Commission for Africa, 1984 et Kamiantako, 1993). La particularité de la matrice de comptabilité sociale de 2005 (MCS-RDC2005) est qu'elle s'appuie sur les comptes nationaux élaborés selon le SCN93, dans le cadre d'un programme d'assistance technique du Fonds Monétaire International (FMI) qui vise, outre le renforcement des capacités dans le secteur des statistiques du secteur réel, d'aider la R.D Congo à être à jour en matière de la comptabilité nationale.

Dans cette optique, deux années ont été retenues pour l'élaboration des comptes nationaux : les années 2005 et 2006, comme année de base et année courante respectivement. C'est dans ce contexte que nous avons élaboré la présente Matrice de Comptabilité Sociale de la R.D Congo pour l'année 2005 : MCS-RDC2005.

Ce travail présente les caractéristiques de la Matrice de Comptabilité Sociale de la R.D.Congo pour l'année 2005. Il comporte trois points. Le deuxième traite de la structure de cette matrice. Il est question de décrire le cadre central de référence ainsi que les relations entre les différents comptes au sein de la MCS-RDC2005. La démarche de sa construction fera l'objet du troisième point. Plus précisément, l'accent sera mis sur les principales sources de données et nomenclatures utilisées, ainsi que la démarche suivie pour son élaboration. Enfin, dans le quatrième point, la matrice de comptabilité sociale agrégée et chiffrée de la R.D Congo pour l'année 2005 est présentée. Cette présentation s'appuie sur les tests de cohérence tant interne qu'externe voire sur les équilibres comptables macroéconomiques au sein de ladite matrice.

2 Structure de la MCS-RDC2005

2.1 Cadre de référence

Le cadre de référence pour une MCS se présente sous la forme d'un tableau carré à double entrée avec en ligne les ressources et en colonne les dépenses. Chaque ligne de la matrice donne la ventilation d'une structure de recettes dont la somme définit le total de la ligne et chaque colonne donne la ventilation d'une structure de dépenses dont la somme définit le total de la colonne. La condition d'équilibre ex-post (ou comptable) du système exige que le total des recettes de chacun des comptes soit identique au total des dépenses correspondantes.

D'une manière générale, une MCS standard est structurée en six différents comptes agrégés: un compte courant des facteurs productifs (travail et capital) répartissant les rémunérations des facteurs entre les agents; un compte courant des unités institutionnelles résidentes (ménages, firmes et gouvernement) présentant leurs ressources (revenu) et leurs dépenses (consommation privée et publique, investissement, exportations); un compte des activités productives qui retrace le processus de production (échanges interindustriels) et l'utilisation de l'output par secteur (consommations intermédiaire et finale, exportations); un compte de produits (biens et services); un compte de capital; et enfin, un compte courant du reste du monde (Fofana Ismaël, 2007).

Le tableau 2, appuyé par la figure 1, donne la structure générale - le cadre de référence - de la matrice de comptabilité sociale agrégée de la R.D Congo pour l'année 2005 (Tableau 1). Cette structure de la MCS-RDC2005 se borne à la schématisation de la sphère réelle de l'économie congolaise et renferme en ligne comme en colonne six comptes à savoir : un compte courant des facteurs productifs (travail et capital) ; un compte courant des unités institutionnelles résidentes (Ménages, Entreprises, Taxes & Subventions , Etat) ; un compte des branches de production ou compte d'activités productives ; un compte des produits , un compte d'Epargne – Investissement. Le point suivant va décrire les relations entre ces différents comptes.

2.2 Comptes dans la MCS-RDC2005

2.2.1 Compte des facteurs productifs

Ce compte est constitué par les facteurs travail (1ère ligne et 1ère colonne) et capital (2ème ligne et 2ème colonne). Ces facteurs reçoivent en ligne leurs revenus pour avoir prêté leur service au processus de production. Ces revenus sont payés par les branches de production soit sous forme de salaires pour le facteur travail (1ère ligne, 7ème colonne), soit sous forme du loyer pour le facteur capital (2ème ligne ,7ème colonne). Les ressources de ce compte sont également alimentées par le reste du monde (1ère ligne, 10ème colonne). Ceci se rapporte aux salaires perçus par les travailleurs congolais à l'étranger (dans les pays frontaliers notamment) et ceux employés dans les enclaves extraterritoriales (ambassades, base militaire etc.).

Les revenus des facteurs sont, à leur tour, distribués (en colonne) à leurs propriétaires. Ainsi, les ménages touchent les revenus de leur travail, ou les revenus mixtes pour les ménages travaillant pour leur propre compte (1ère colonne, 3ème ligne). Par contre, les entreprises privées ou publiques (2ème colonne, 4ème ligne) et l'Etat (2ème colonne, 6ème ligne) reçoivent les excédents d'exploitation. Théoriquement, l'excédent net d'exploitation de l'Etat devrait être nul; mais, compte tenu du fait que certaines entités de cette institution s'adonnent à la production de services marchands (la presse nationale, etc.), l'Etat dégage en conséquence un certain profit. Enfin, le reste du monde reçoit les revenus de la vente de ses services aux branches de production en R.D Congo (1ère colonne, 10ème ligne).

2.2.2 Compte des unités institutionnelles résidentes

Le compte des unités institutionnelles résidentes est constitué de quatre sous-comptes à savoir: les ménages, les entreprises, les taxes et subventions, et l'Etat.

Sous-compte Ménages

Les ménages (3ème ligne et 3ème colonne) reçoivent leur revenu (en ligne) sous forme des rémunérations sectorielles du travail ou des revenus mixtes versés par le compte Travail (3ème ligne, 1ère colonne) , de la rémunération du capital versée par le compte Capital (3ème ligne, 2ème colonne) et des revenus des transferts des autres ménages (3ème ligne, 3ème colonne), des entreprises(3ème ligne, 4ème colonne), de l'Etat (3ème ligne, 6ème colonne) et du Reste du Monde (3ème ligne, 10ème colonne).

Ces revenus des ménages sont ventilés (en colonnes) à des paiements d'impôts directs sur le revenu (3ème colonne, 5ème ligne), à des prélèvements sociaux (3ème colonne,4ème ligne et 6ème ligne), à l'achat des biens et des services (3ème colonne,8ème ligne), aux transferts liés aux autres ménages (3ème colonne,3ème ligne), aux Entreprises (3ème colonne,4ème ligne), au Reste du Monde (3ème colonne,10ème ligne); le revenu résiduel est versé dans le compte Epargne – Investissement à titre d'épargne des ménages (3ème colonne, 10ème ligne).

Sous-compte Entreprises

La quatrième ligne constitue les ressources du sous-compte Entreprises. Elles se composent de la part des profits générés par les activités productives (4ème ligne, 2ème colonne) et des revenus de transfert des ménages (4ème ligne, 3ème colonne) et du Reste du Monde (4ème ligne, 10ème colonne).

Par contre, les emplois du sous-compte des entreprises sont présentés à la quatrième colonne et sont constitués de transferts - sous forme d'intérêt, de dividende et de loyer - vers les ménages (4ème colonne, 3ème ligne), l'Etat (4ème colonne, 6ème ligne) et le Reste du monde (4ème colonne, 10ème ligne); d'impôt sur les bénéfices et de prélèvement social obligatoire versés au sous-compte Etat via le sous-compte taxes et subventions (4ème colonne, 5ème ligne) et le résidu constitue l'épargne du sous-compte entreprises et est versé au compte d'Epargne-Investissement (4ème colonne,9ème ligne).

Sous-compte Taxes et subventions

Ce sous-compte taxes et subventions (5ème ligne, 5ème colonne) joue le rôle d'un compte intermédiaire entre le sous-compte Etat et les autres comptes (comptes des branches de production, des produits et des unités institutionnelles). Les ressources de ce sous-compte (5ème ligne) sont constituées des impôts sur le revenu et le patrimoine payés par les ménages (5ème ligne, 3ème colonne) et des impôts sur les bénéfices payés par les entreprises (5ème ligne, 4ème colonne), de la taxe sur la production payée par le compte des activités (5ème ligne, 7ème colonne) et de la taxe sur les produits (5ème ligne, 8ème colonne). De plus, les emplois (5ème ligne) sont constitués de ces ressources, mais versées au sous-compte de l'Etat (5ème ligne, 6ème colonne).

Sous-compte Etat

Les ressources de l'Etat (6ème ligne) sont constituées de recettes fiscales (taxe sur la valeur ajoutée, impôts indirects sur les produits locaux, droits de douanes et autres taxes sur les importations, taxes sur les exportations, impôts sur les revenus payés par les ménages et impôts sur les bénéfices payés par les entreprises payée par le sous-compte taxes et subventions : (6ème ligne, 5ème colonne) ainsi que des revenus de transfert provenant des ménages (6ème ligne, 3ème colonne), des entreprises (6ème ligne, 4ème colonne) et du reste du monde (6ème ligne, 10ème colonne).

L'Etat ventile ses emplois (6ème colonne) sous la forme d'achats de biens finis (les services publics non marchands qui sont produits que par l'activité administration publique (6ème colonne, 8ème ligne), de transferts aux ménages (6ème colonne, 3ème ligne), au Reste du Monde (6ème colonne, 10ème ligne) et de l'épargne publique (correspondant au solde courant de l'Etat) versée au compte Epargne – Investissement (6ème colonne, 9ème ligne).

2.2.3 Compte des branches de production

La septième ligne décrit les recettes du compte des branches de production générées par la vente des produits congolais sur le marché domestique et étranger (7ème ligne, 8ème colonne).

La septième colonne décrit les dépenses du compte des branches de production lesquelles incluent l'achat de matières premières et de produits intermédiaires (7ème colonne, 8ème ligne), les paiements de service locatif des facteurs travail (7ème colonne, 1ère ligne) et capital (7ème colonne, 2ème ligne), et les paiements de taxes sur la production net de subvention (7ème colonne, 5ème ligne).

2.2.4 Compte des produits

Les ressources du compte des produits (8ème ligne) se compose de la demande finale des ménages (8ème ligne, 3ème colonne), de la demande de l'Etat (8ème ligne, 6ème colonne), de la demande intermédiaire des entreprises de production (8ème ligne, 7ème colonne), des marges commerciales et de transport (payées par le compte produits lui-même), de la demande d'investissement (8ème ligne, 9ème colonne) provenant du compte Epargne – Investissement et de la demande extérieure sous forme d'exportations (8ème ligne, 10ème colonne).

Les emplois du compte produits (8ème colonne) se composent des paiements des taxes indirectes (8ème colonne, 5ème ligne), des paiements à destination du compte des branches de production (8ème colonne, 7ème ligne), des paiements sur les marges commerciales et de transport au compte des produits (8ème colonne, 8ème ligne) et de la valeur des importations payée au compte Reste du monde (8ème colonne, 10ème ligne).

2.2.5 Compte d'Epargne-Investissement

Les ressources du compte d'Epargne – Investissement (9ème ligne) renferment l'épargne des ménages (9ème ligne, 3ème colonne), des entreprises (9ème ligne, 4ème colonne), de l'Etat (9ème ligne, 6ème colonne) et du Reste du Monde correspondant au solde du compte courant de la balance des paiements (9ème ligne, 10ème colonne). La neuvième colonne présente les emplois de ce compte qui sont composés de la demande d'investissement (de la formation brute du capital fixe et des variations de stocks) adressée au compte produits (9ème colonne, 8ème ligne).

2.2.6 Compte du Reste du monde

La R.D Congo est une économie ouverte ; elle effectue des transactions avec l'extérieur. Ces transactions correspondent à des flux des biens et services (importations et exportations), de transferts et de flux d'épargne. Ainsi, dans la MCS-RDC2005, les transactions entre les agents résidents et non résidents sont consignées dans le compte du reste du monde (10ème ligne, 10ème colonne) qui reçoit en ligne, les revenus du facteur travail (10ème ligne, 1ère colonne), les revenus de vente des biens et services à l'économie nationale (10ème ligne, 8ème colonne) et des transferts des ménages (10ème ligne, 3ème colonne), des entreprises (10ème ligne, 4ème colonne) et de l'Etat (10ème ligne, 6ème colonne).

A son tour, les emplois du reste du monde (10ème colonne) sont constitués par le paiement du facteur travail (10ème colonne, 1ère ligne), les transferts courants des revenus aux unités institutionnelles résidentes (ménages, Entreprises et Etat), l'achat des biens et services à l'économie nationale (10ème colonne, 8ème ligne), et par l'épargne extérieure versée au compte d'Epargne – Investissement (10ème colonne, 9ème ligne).

La MCS-RDC2005 synthétise les opérations comptables qui ont eu lieu au sein de l'économie congolaise au cours de l'année 2005 et compte au total 74 comptes (tableau 1) dont 20 comptes des branches d'activités et des produits¹. L'Etat s'étend aux institutions sans but lucratif au service des ménages. Ce regroupement découle du fait que celles-ci ont en principe la vocation de prolonger l'Etat en ce sens qu'elles fournissent aux ménages des services non marchands. Les Taxes & Subventions sont constituées d'Impôts sur le revenu des ménages, impôts sur le revenu des sociétés, impôts sur la production, subvention sur la production, TVA non déductible, subvention sur les produits, autres taxes sur les produits, impôts sur les exportations et impôts sur les importations.

Dans la pratique, ces comptes peuvent être davantage désagrégés selon les préoccupations de l'étude et la disponibilité des données. Le point suivant est consacré à son élaboration.

¹Agriculture, élevage et pêche ; Sylviculture, exploitation Forestière et services annexes ; Extraction minière ; Industries alimentaires, boisson et tabac ; Industries, Habillement, textile et cuir ; Industries de Bois et ouvrage en bois ; Industries chimiques ; Industries des Minéraux non métalliques ; Autres industries ; Electricité, gaz, vapeur et eau ; Construction ; Commerce ; Restauration et hôtel ; Transport, entrepôt et télécommunication ; Education et santé ; Banque et assurance ; Autres services Marchands ; Production collective des APU ; Production des services Domestiques et Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim).

3 Construction de la Matrice de Comptabilité Sociale de la R.D.Congo de 2005

3.1 Source de données

La construction de la MCS-RDC2005 a principalement fait recours à deux sources d'information: le Tableau des Ressources et des Emplois (TRE-2005) et le Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI-2005) tirés de comptes nationaux de 2005.

Le TRE-2005 et le TCEI-2005 reprennent les flux comptables de l'économie Congolaise au cours de l'année 2005. Le TRE-2005 fournit un aperçu sur les opérations comptables selon la logique des branches et des produits, en mettant l'accent sur les interrelations sectorielles. Le TCEI-2005 agrège les informations comptables de l'économie selon les secteurs institutionnels et apporte une analyse plus détaillée sur la distribution interinstitutionnelle des revenus. La compilation de ces informations en provenance du TRE-2005 et du TCEI-2005 en une source unique, la MCS-RDC2005, fait l'objet de la sous section suivante.

3.2 Élaboration de la MCS-RDC2005

Pour élaborer la MCS-RDC2005, nous avons fait appel aux informations contenues dans deux sources principales : le Tableau des Ressources et Emplois de 2005 (TRE-2005) et le Tableau des Comptes Economiques Intégrés de 2005 (TCEI-2005). Les informations relatives aux opérations de production, d'échange, et de consommation des biens et services de la MCS-RDC2005 proviennent principalement du TRE-2005. La distribution des revenus factoriels, les transferts interinstitutionnels et les épargnes sont tirés essentiellement du TCEI-2005.

L'assemblage de ces informations pour l'élaboration de la MCS-RDC2005 a suivi la démarche de Fofana (2007). La matrice ainsi élaborée se présente sous une forme agrégée (Tableau 3).

4 Présentation chiffrée de la MCS-RDC2005

Dans ce point, nous présentons la description chiffrée de la MCS-RDC2005 Agrégée. Cette présentation s'appuie aussi bien sur le test de cohérence interne que le test de cohérence externe (ou équilibres comptables macroéconomiques au sein de cette matrice).

4.1 MCS-RDC2005 et cohérence interne

La cohérence interne d'une matrice de comptabilité sociale est garantie par le fait que, pour chaque compte, le total de la ligne correspond au total de la colonne, c'est-à-dire les recettes totales sont identiques aux dépenses totales. En effet, les recettes sont enregistrées en ligne (indice i) et les dépenses en colonne (indice j), l'élément général d'une matrice étant t_{ij} , défini comme la dépense du compte j ($j = 1, 2, 3, \dots, n$) qui constitue la recette du compte i ($i = 1, 2, 3, \dots, n$). Ainsi, la cohérence interne d'une matrice peut se résumer, dans le cas du compte p , par :

$$\underbrace{\sum_{j=1}^n t_{pj}}_{\text{Recettes}} \equiv \underbrace{\sum_{i=1}^n t_{ip}}_{\text{Depenses}}$$

La MCS détaillée de l'économie congolaise pour l'année 2005 est donnée au tableau 1 en annexe. Cependant, pour réaliser le test de cohérence interne, nous allons nous appuyer sur sa forme réduite présentée au tableau 3. Ainsi partant de ce dernier, on y trouve dix comptes numérotés de 1 à 10.

La lecture de cette matrice commence par le compte 7, des branches d'activités de production, source de revenus au sein de l'économie. En colonne, les branches d'activités de production de l'économie congolaise ont réalisé une production totale de 8.105.406 millions de Francs congolais courants de 2005 (Mfc). Elles achètent, pour ce faire, 2.838.480 Mfc d'intrants intermédiaires; du reste, ils distribuent 969.487 et 4.252.265 Mfc sous forme de revenus de facteurs travail et capital respectivement. Elles paient 45.174 Mfc à titre d'impôts indirects sur la production à l'Etat. En ligne, les produits issus du processus de production sont vendus au prix de base ou encore mieux sont versés au compte de produits; les rentrées tirées de ces ventes constituent les recettes de ces branches soit 8.105.406 Mfc.

Le compte 8, des produits fait ressortir, en colonne, les ressources totales (9.644.477 Mfc), c'est-à-dire l'offre globale en biens et services; une partie de ces produits (8.105.406 Mfc) provient du système productif national alors que l'autre partie (1.335.889 Mfc) est importée du reste du monde; il convient d'ajouter à ces deux composantes les taxes sur les produits (45.174 Mfc) ainsi que les marges commerciales et de transport. En ligne, ces ressources disponibles sont ensuite affectées à la consommation finale de l'Etat et des ménages (respectivement 4.641.404 et 240.245 Mfc), à la consommation intermédiaire (2.838.480 Mfc), à l'investissement (681.418 Mfc) et enfin à l'exportation (1.242.930 Mfc).

Le compte d'accumulation (compte 9) tire l'essentiel de ses recettes (ligne 9) des épargnes collectées auprès de ménages (182.108 Mfc), des entreprises (203.058 Mfc), de l'Etat (278.280 Mfc) et du Reste du Monde (17972 Mfc), constituant ainsi une source de financement de l'investissement de la Nation (colonne 9).

Les recettes du reste du monde (compte 10, ligne 10) s'élèvent à 1.558.100 Mfc; le gros de ces recettes provient des importations de produits (1.335.889 Mfc); une bonne partie est aussi versée par les ménages (9.137 Mfc), l'Etat (67.915 Mfc) et les entreprises (129.849 Mfc) comme paiement de transferts courants. Le solde est constitué de revenus de facteurs (15.310 Mfc) payés par l'économie nationale sur les investissements des étrangers dans le pays. Les dépenses courantes du reste du monde (colonne 10) sont ventilées de la manière suivante : exportations, soit 1.242.930 Mfc, transferts courants aux ménages, aux entreprises et à l'Etat à concurrence de 32.173 Mfc, 41.228 Mfc et 219.578 Mfc respectivement et revenus de facteurs (4.219 Mfc) versés à l'économie congolaise; sur ce compte apparaît un agrégat important dont le montant est égal à 17.972 Mfc; il est connu sous le nom d'épargne étrangère et est égal, au signe près, au solde du compte courant de la balance des paiements extérieurs. Il est parfois aussi appelé, dans l'hypothèse de déficit, importation nette de capital étranger dans la mesure où le déficit courant extérieur est identique à la somme des importations de capitaux (investissements directs, prêts et subventions de capital) nettes des exportations de capitaux (dont le remboursement du principal de la dette extérieure) et de la diminution des avoirs extérieurs monétaires; auquel cas, l'épargne étrangère est positive. Par contre, sous l'hypothèse contraire, il s'agirait d'une exportation nette de capital et l'épargne étrangère serait affectée de signe négatif.

Les recettes totales des entreprises (compte 4, ligne 4) sont de deux natures : les revenus factoriels (1.094.631 Mfc) et les transferts courants. Ces derniers sont versés par les ménages et le reste du monde pour des valeurs égales à 12796 Mfc, et 41228 Mfc respectivement. Ces recettes servent à couvrir les dépenses de transfert courant des entreprises et le reste, soit 203.058 Mfc, est épargné; quant aux transferts versés par les entreprises, 632733 Mfc vont aux ménages, 25136 Mfc et 157879 Mfc viennent gonfler les recettes de l'Etat respectivement à titre de taxes et de transferts courants, alors que le reste du monde en bénéficie 129849 Mfc.

La même lecture peut être faite pour les deux autres institutions (les Ménages, compte 3 et l'Etat, compte 6) tout en mentionnant, néanmoins, leurs dépenses de consommation finale (voir tableau 3).

Terminons la lecture de notre matrice par le compte des facteurs de production qui comprend deux sous comptes : les facteurs travail et capital. Le compte capital (compte 2) est constitué à la deuxième ligne de la valeur ajoutée versée au facteur capital sous forme d'excédent brut d'exploitation (4.252.265 Mfc). Cette valeur ajoutée est versée directement en colonne et en partie aux ménages (pour le capital des entreprises individuelles, soit 3.094.378 Mfc) puis au compte des entreprises (pour le capital détenu par les sociétés, soit 1.094.631 Mfc) et enfin au compte de l'Etat (pour le capital détenu par l'Etat, soit 63.256 Mfc). Par contre, le compte facteur travail (compte 1), est constitué, à la première ligne d'une part, de la valeur ajoutée versée sous forme de salaires bruts (969.487 Mfc), et d'autre part des revenus de facteurs (4.219 Mfc) versés à l'économie congolaise par le reste du monde. Alors que la première colonne correspond au paiement versé aux ménages qui détiennent le facteur travail (958.396 Mfc) et au reste du monde (15.310 Mfc).

De la lecture de la MCS-RDC2005, il en découle qu'elle possède une structure comptable cohérente. Autrement dit, la somme des recettes pour chaque ligne i est égale à la somme des dépenses de la colonne j correspondante (voir tableaux 1 et 3).

4.2 MCS-RDC2005 et cohérence externe

La cohérence externe au sein de la MCS-RDC2005 doit être vérifiée à travers trois identités comptables macroéconomiques appelées aussi équilibres comptables macroéconomiques .

Ces équilibres sont donnés par les trois identités comptables suivantes :

$$PIB + IM = C + G + IT + EX$$

et

$$IM + REV = EX + TRrdm + S_R$$

ou

$$IT = S_M + S_E + S_G + S_R$$

Où PIB : produit intérieur brut au prix du marché; IM : importations de produits aux prix CAF; C : consommation privée; G : consommation publique; IT : investissement; EX : exportations de produits aux prix franco de bord; REV : revenus du capital ou revenus de facteurs (nets) payés au reste du monde; TRrdm : transferts courants (nets) en provenance du reste du monde et du gouv.; SM : épargne des ménages SE : épargne des entreprises ; SG : épargne de l'Etat; SR : épargne étrangère.

Sur la base du tableau 4, nous pouvons démontrer que les trois identités comptables macroéconomiques sont vérifiées. En effet, de la première équation, on obtient l'identité comptable macroéconomique des ressources et des emplois assurant la cohérence globale de la MCS-RDC2005, à savoir :

$$PIB(5470108) + IM(1335889) = C(4641404) + G(240245) + IT(681418) + EX(1242930)$$

puis l'équilibre sur le marché extérieur :

$$IM(1335889) + REV(11091) = EX(1242930) + TRrdm(86078) + S_R(17972)$$

et enfin, l'équilibre entre l'épargne et l'investissement lequel est donné par :

$$IT(681418) = S_M(182108) + S_E(203058) + S_G(278280) + S_R(17972)$$

Il ressort de ce qui précède que la MCS-RDC2005, notre cadre comptable, est cohérente. Autrement dit, elle satisfait les équilibres comptables (tableau 4), encore dits équilibres ex post. Ainsi, l'ensemble de ces équilibres constitue ce qui est appelé la situation de référence de l'économie congolaise au cours de l'année 2005.

Cependant, pour pouvoir l'utiliser à la problématique d'une étude donnée, une ventilation supplémentaire des quelques comptes pourrait s'avérer nécessaire, selon les besoins spécifiques et la disponibilité des données.

5 Conclusion

La MCS-RDC2005, telle qu'élaborée à partir des comptes nationaux de 2005 (TRE-2005 et TCEI-2005), se présente sous une forme agrégée et comporte 74 comptes dont 20 comptes des branches de production. Elle se borne à la schématisation de la sphère réelle de l'économie congolaise et offre une image complète des transactions et des transferts qui ont eu lieu au cours de l'année 2005. Sa particularité réside dans le fait qu'elle s'appuie sur les comptes nationaux élaborés selon le SCN93. En effet, les premières matrices de comptabilité sociale de la R.D. Congo remontent aux années 1980 et 1987 respectivement, et se fondent sur le Système de Comptabilité Nationale de 1968. L'apport majeur de cette matrice est qu'elle permet de restructurer les statistiques du secteur réel et de s'assurer de leur cohérence globale. Ainsi, elle constitue une base comptable d'analyse des données et peut être utilisée dans la modélisation économique afin d'analyser l'impact des politiques économiques. Cependant, sa construction a fait surgir certaines difficultés. Il s'agit, d'une part, de concilier les classifications utilisées dans la MCS-RDC2005 et celles des comptes nationaux. Il a fallu, d'autre part, répartir les marges de transport et de commerce dont les sources ne sont pas très précises. Par ailleurs, ce travail souffre de certaines limites. Il n'a pas ventilé le compte des facteurs de production et celui des ménages. De ce fait, les mécanismes de distribution ne sont pas mis en évidence. Toutefois, la ventilation de ces comptes ne constitue pas une obligation; car la structure et le niveau de désagrégation retenue dépendent plutôt des objectifs assignés à la matrice, des besoins spécifiques, et de la disponibilité des données.

References

- CEC, I. and OECD, U. (1993), 'Wb/commission for the european communities, international monetary fund, organization for economic cooperation and development, united nations & world bank. 1993', *System on National Accounts 1993 (SNA93)* .
- Decaluwé, B., Martens, A. and Savard, L. (2001), *La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général: calculable*, PUM.
- Ederne, V. (2000), 'Une matrice de comptabilité sociale pour haïti (1986-87)', *Statistique, Développement et Droits de l'Homme, Montreux, 4. – 8. Août 2000* .
- Fofana, I. (2007), 'Elaborer une matrice de comptabilité sociale pour l'analyse d'impacts des chocs et politiques macroéconomiques', *Training material. Centre Interuniversitaire sur le Risque, les Politiques Economiques et l'Emploi, Université Laval, Québec* .
- Kamiantako, M. (1993), 'The impact of stabilization and structural policies in zaire: Analysis within a social accounting matrix framework', *Visiting Research Fellow Series 221, Institute of Developing Economies, Tokyo, November : 1-83* .
- Pyatt, G. and Round, J. I. (1985), 'Social accounting matrices: A basis for planning'.
- United Nations, E. C. f. A. (1984), An aggregate social accounting matrix (sam) for zaire, 1980 : A preliminary report, e/eca/psd.3/16, Technical report, Third Session of the Joint Conference of African Planners, Statisticians and Demographers, Addis Abbaba, March 5-14.

Tableau 1 : Matrice de Comptabilité Sociale de 2005

The image shows a highly detailed and complex social accounting matrix. It consists of a large grid with multiple columns and rows. The columns represent various economic sectors and activities, while the rows represent different types of accounts or flows. A prominent feature is a line graph overlaid on the grid, which shows a clear downward trend from left to right. The graph is drawn with a yellow line and includes data points at each grid intersection. The overall layout is dense and technical, typical of a social accounting matrix used in economic analysis.

Figure 1 : Le flux circulaire des revenus dans la MCS-RDC2005

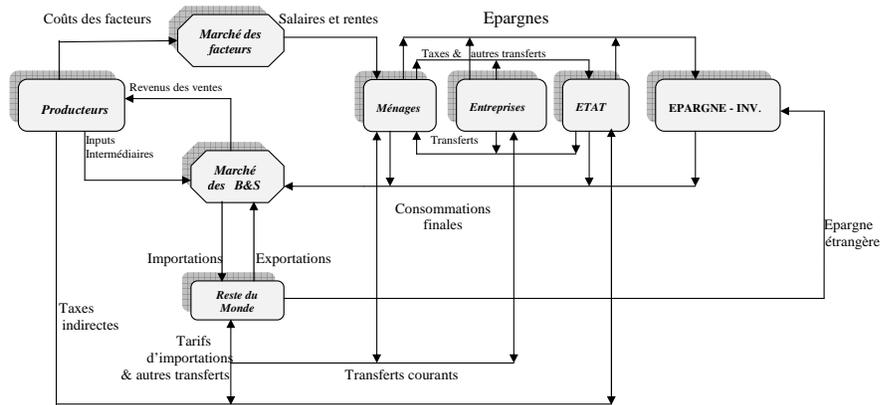


TABLEAU 2 : STRUCTURE DE LA MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE DE LA RDC EN 2005

	FACTEURS DE PRODUCTION		UNITES INSTITUTIONNELLES				Branches (7)	Produits (8)	E - I(9)	RDM(10)	Total
	Travail (1)	Capital (2)	Ménages (3)	Sociétés (4)	Taxes & Subv.(5)	Etat (6)					
Travail (1)							Paiement facteur travail			Paiement du facteur	Rev. du facteur
Capital (2)							Paiement facteur capital				Rev. du facteur capital
Mén. (3)	Revenu du facteur travail vers Mén.	Rev. du facteur capital vers mén.	Transferts courants divers	Dividendes & transferts divers			Transferts courants & intérêts			Transferts courants	Rev. des Mén.
Sociétés (4)		Rev. du facteur capital vers les sociétés	Contributions sociales vers sociétés							Transferts courants	Rev. des entreprises
Taxes-Subv.(5)			Impôts sur le rev. & le patrimoine	Impôts sur le rev. & le patrimoine			Taxes & Subv. Sur la production	Taxes & Subv. Sur produits			T.V.A & Expl.
Etat (6)		Rev. du capital reçu par les Apu	Contributions sociales vers Apu	Dividendes & transferts divers	Taxes & Subv.					Transferts courants	Recettes de L'Etat
Branches (7)							Ventes domestiques				Prod. Dom. totale
Produits (8)			Consommation finale effective des mén.			Conso. Fin. effective	Consommation intermédiaire	Marges commerciales & transport	Consommation Invest.	Exports	Demande du bien composite
E-I (9)			Epargnes des mén.	Epargne Entreprises		Epargne publique				Epargne étrangère	Epargne Agrégée
RDM (10)	Revenu du facteur travail vers Rdm		Transferts courants divers	Dividendes & transferts courants		Transferts courants & intérêts		Importations hors taxes			Paiements des échanges
TOTAL	Valeur ajoutée du travail	Valeur ajoutée du capital	Dépenses totales des mén.	Dépenses totales des entr.	T.V.A & d'expl.	Dép. publ. totales	Prod. Totale aux prix de base	Prod. Totale aux prix du marché	Invest. Agrégés	Recettes des échanges Ext	

SOURCE : NLEMFU (2011)

TABLEAU 3 : MCS-RDC 2005 Agrégée (en millions de Fc courants de 2005)											
	FACTEURS DE PRODUCTION		UNITES INSTITUTIONNELLES				Branches (7)	Produits (8)	E - I(9)	RDM(10)	Total
	Travail (1)	Capital (2)	Ménages (3)	Sociétés (4)	Taxes & Subv.(5)	Etat (6)					
Travail (1)							969487			4219	973706
Capital (2)							4252265				4252265
Mén. (3)	958396	3094378	51458	632733		196897				32173	4966035
Sociétés (4)		1094631	12796							41228	1148655
Taxes-Subv.(5)			30058	25136			45174	203182			303550
Etat (6)		63256	39074	157879	303550					219578	783337
Branches (7)								8105406			8105406
Produits (8)			4641404			240245	2838480		681418	1242930	9644477
E-I (9)			182108	203058		278280				17972	681418
RDM (10)	15310		9137	129849		67915		1335889			1558100
TOTAL	973706	4252265	4966035	1148655	303550	783337	8105406	9644477	681418	1558100	

SOURCE : Nos calculs à partir du tableau 1 (Annexe A)

Tableau 4 : Equilibre comptable macroéconomique¹⁰ de la MCS-RDC2005.

Equations, variables et correspondance avec la matrice	Valeurs ¹¹
1. Equilibre sur le marché de biens et services : $PIB + IM \equiv C + G + IT + EX$	
PIB au prix du marché : $PIB = t_{(1,7)} + t_{(2,7)} + t_{(5,7)} + t_{(5,8)}$	5 470 108
Importations des biens et services (aux prix CIF) : $IM = t_{(10,8)}$	1 335 889
	=
	6 805 997
	=
Consommation privée : $C = t_{(8,3)}$	4 641 404
Consommation publique : $G = t_{(8,6)}$	240 245
Investissement : $IT = t_{(8,9)}$	681 418
Exportations de produits au prix franco de bord : $EX = t_{(8,10)}$	1 242 930
2. Equilibre sur le marché extérieur : $IM + REV = EX + TRrdm + SR$	
Importations des biens et services (aux prix CAF) : $IM = t_{(10,8)}$	1 335 889
Revenus nets de facteurs payés au Rdm : $REV = t_{(10,1)} - t_{(1,10)}$	11 091
	=
	1 346 980
	=
Exportations des produits aux prix franco de bord : $EX = t_{(8,10)}$	1 242 930
Transferts courants nets en provenance du Rdm : $TRrdm = t_{(3,10)} + t_{(4,10)} + t_{(6,10)} - t_{(10,3)} + t_{(10,4)} + t_{(10,6)}$	86 078
Epargne du Reste du monde : $SR = t_{(9,10)}$	17 972
3. Equilibre entre investissement – épargne : $IT = S_M + S_E + S_G + S_R$	
Investissement : $IT = t_{(8,6)}$	681 418
	=
Epargne des ménages : $S_M = t_{(9,3)}$	182 108
Epargne des firmes : $S_E = t_{(9,4)}$	203 058
Epargne du Gouvernement : $S_G = t_{(9,6)}$	278 280
Epargne du reste du monde : $S_R = t_{(9,10)}$	17 972

Source : Nos calculs à partir du tableau 1 en annexe.

¹⁰ Les valeurs de ce tableau 4 proviennent de la matrice agrégée de tableau 3.

¹¹ En millions de francs congolais courants de 2005